

La ministre ROYAL a annoncé un accord entre EDF et l'État concernant la fermeture de Fessenheim.

Cet accord porterait sur une indemnisation de 100 millions d'euros dans un premier temps et pourrait aller jusqu'à 400 millions d'euros.

LES SALARIÉS MIS DEVANT LE FAIT ACCOMPLI

Le conditionnel est de rigueur, car cette information relayée par la presse n'a fait l'objet d'aucune information envers les représentants du personnel.

Preuve une fois de plus de la médiocrité du dialogue social au sein de l'entreprise ainsi que de la part de l'état.

Alors que le CCE d'EDF SA sera consulté sur Fessenheim le 14 septembre, cette information s'apparente à un affront fait aux personnels et aux institutions représentatives.

Au-delà de la forme, pour laquelle nous sommes malheureusement habitués qui reflète tout l'intérêt que porte le président LEVY et l'État au dialogue social, FO Énergie et Mines condamne fermement cet accord.

UN ACCORD SPOLIANT EDF ET SES SALARIÉS

Comment un accord a-t-il pu être acté sur la base des sommes annoncées ?

Comment le Président d'EDF a-t-il pu accepter un accord qui s'apparente clairement à une spoliation d'EDF et de ses salariés ?

Rappelons que le rapport parlementaire rédigé par les députés MARITON et GOUA évaluait le préjudice d'EDF à 4 milliards d'euros.

Est-ce là une contrepartie au soutien par l'État du projet controversé d'Hinkley point ?

FO Énergie et Mines considère que cet accord est irresponsable.

UNE FERMETURE DE FESSENHEIM ABSURDE **QUE FO VA CONTINUER À COMBATTRE**

En effet, la fermeture de Fessenheim est un non-sens économique et social.

La centrale a en effet produit pour l'année 2015 plus d'électricité qu'elle n'en a jamais produite.

En outre, Fessenheim vient d'être classée par l'Autorité de Sécurité Nucléaire, dont l'indépendance ne peut être suspectée, comme l'une des trois meilleures centrales françaises en matière de sûreté

FERMER DES CENTRALES EN FRANCE ET FAIRE EN **L'ÉTAT HPC, CELA NE PEUT ÊTRE L'AVENIR D'EDF**

Alors que dans un même temps, EDF et l'État promeuvent le projet HPC en Grande-Bretagne alors que celui-ci n'est pas en état d'être lancé, ceux-ci veulent fermer en France une centrale qui fonctionne parfaitement..

Cette situation et ses comportements répondant à des fins purement politiciennes sont inacceptables et relèvent de l'irresponsabilité la plus totale.

Cela revient purement et simplement à remettre en cause l'avenir d'EDF et de ses salariés.

Pour FO Énergie et Mines ceci est inacceptable
et nous prendrons nos responsabilités pour combattre
et résister à ce projet de fermeture et à cet accord.